

Lutte de classe

Evo Morales toujours dans une impasse politique.

Le président bolivien Evo Morales a remporté dimanche une nette victoire qui le confirme dans sa fonction, ainsi que ses principaux opposants libéraux, lors d'un référendum révocatoire destiné à renforcer son assise politique pour sortir la Bolivie de l'impasse.

Le président socialiste Evo Morales, d'origine indienne, a été confirmé avec son vice-président par plus de 63% de "oui", a annoncé la télévision ATB. La chaîne privée, PAT, le crédite aussi de plus de 63% de votes favorables. C'est donc une écrasante victoire pour Morales, mais cela ne sera pas suffisant pour modifier radicalement la situation.

Par contre le principal adversaire du président, le gouverneur de Santa Cruz (est), Ruben Costas (libéral) a été aussi amplement confirmé dans sa fonction avec 69% indique la chaîne ATB. Reste à savoir à combien s'est élevée l'abstention lors de ce scrutin.

« *C'est un bon résultat (pour Evo Morales), mais un résultat problématique* » explique à l'AFP le politologue Hervé Do Alto, basé à La Paz. « *Il y a un blocage général car les équilibres sont maintenus* », ajoute le chercheur en sciences politiques.

Concernant la possibilité d'un dialogue, le spécialiste est catégorique : « *Même si le gouvernement est en position de force, il doit négocier, il n'y a pas d'autre sortie.* »

Négocier avec les classes dominantes qui détiennent réellement le pouvoir, c'est mettre un doigt dans l'engrenage qui aboutira à la chute de Morales.

Ce référendum donne le pouvoir à Morales de mettre en oeuvre une politique en rupture avec le capitalisme, mais comme il s'en remet à un processus institutionnel laissant aux classes dominantes le pouvoir de s'y opposer et qu'il n'entend pas s'y opposer en appelant la classe ouvrière et la paysannerie pauvre à se mobiliser pour exproprier les capitalistes et les grands propriétaires terriens, l'impasse politique qui l'a conduit à organiser ce référendum va s'amplifier.

Pour rompre « *l'équilibre* » qui existe depuis son élection il y a 32 mois, entre les classes exploitées dont Morales représente (théoriquement) les intérêts, même de façon déformés, et les classes qui possèdent le pouvoir réel, le pouvoir économique, la propriété privée des moyens de production, il faudrait que Morales ait la volonté politique d'affronter directement les capitalistes et les grands propriétaires terriens, mais il en est incapable, il croit qu'il est possible de ménager la chèvre et le chou, de satisfaire les intérêts de classes que tout oppose, il arrivera fatalement un moment où toutes les classes se retourneront contre lui, et là il sera trop tard pour envisager une autre solution que son départ et des élections présidentielles anticipées, si l'armée ne réalise pas un coup d'Etat avant. La bourgeoisie bolivienne ayant conservé intact son pouvoir sous Morales, il lui sera alors facile de reprendre la direction de l'Etat bolivien.

Ce qui se passe en Bolivie est très intéressant, car on peut tirer de cette expérience un premier enseignement qui est valable pour le combat du prolétariat dans tous les pays, y compris la France : il est impossible d'avancer vers le socialisme sans la dictature du prolétariat, sans que la bourgeoisie soit dépossédée de tous ses pouvoirs politiques, sans l'abolition de l'ensemble des institutions sur lesquelles repose son pouvoir, y compris l'armée qui reste fidèle aux capitalistes et aux grands propriétaires terriens, sans que la classe ouvrière exerce réellement le pouvoir politique à travers des organismes politiques qu'elle a créés elle-même, ce qui n'est évidemment pas le cas en Bolivie (ni au Venezuela).

Sans la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, toute tentative de changement politique est vouée à l'échec.

Je ne sais pas exactement comment s'est déroulée l'élection à l'Assemblée constituante, ni les partis qui la composent, mais on peut dire au moins une chose, c'est qu'elle n'est pas un organisme politique issu des masses fonctionnant exclusivement à leur service, elle n'a finalement qu'un pouvoir limité pour ne pas dire aucun en réalité face à la puissante coalition de la réaction bolivienne soutenue par Washington et Bruxelles.

Or, pour vaincre le prolétariat doit détenir tout le pouvoir politique, il n'y a pas de place pour les demies mesures, il ne peut pas se contenter de la démocratie qui laisse intact les vieilles structures de l'Etat bourgeois, il doit les détruire de fond en comble comme l'expliquait Marx après la Commune de Paris de 1871. Il doit interdire les partis politiques de la bourgeoisie, interdire sa presse, prendre le contrôle de l'ensemble des moyens d'information liés au capital, des banques, etc. et dissoudre l'armée et les corps spéciaux de répression, etc. Alors seulement il sera en position de mettre en oeuvre son programme économique et social favorable à la classe ouvrière, à la paysannerie pauvre, à la majorité de la population pour se rallier la majorité des classes moyennes et de la petite bourgeoisie qui placeront leur salut dans le socialisme.

L'impasse politique dans laquelle se trouve empêtrée Morales démontre que quiconque détient le pouvoir et s'écarte ou ignore les enseignements de la révolution russe d'octobre 1917 ne pourra jamais vaincre la bourgeoisie et abolir le capitalisme. Avis à tous les opportunistes, aux petits bourgeois réformistes qui prétendent le contraire.

(source : AFP 11.08)